

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002 Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 02/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIRAP FRANCE

Usine St André BP 17
30210 Remoulins

Références : -
Code AIOT : 0006600672

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2025 dans l'établissement SIRAP FRANCE implanté RUE SAINT ANDRE 30210 Remoulins. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendu sur le site de SIRAP à Remoulins dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Les thématiques retenues lors de la préparation de cette inspection correspondaient au périmètre suivant à inspecter : suivi PFAS, sobriété hydrique, air, suivi des TAR.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIRAP FRANCE
- RUE SAINT ANDRE 30210 Remoulins
- Code AIOT : 0006600672
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIRAP France exploite une usine de fabrication de barquettes en polystyrène expansé alimentaires sur le territoire de la commune de Remoulins.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Sobriété hydrique	Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des résultats GIDAF (PFAS)	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
3	COV – Prescriptions complémentaires	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 2.1	Sans objet
4	COV – Emissions	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 2.2	Sans objet
5	COV – Emissions	Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 2.2	Sans objet
6	TAR - Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.c	Sans objet
7	TAR - Suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7-IV.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur le suivi de la mise en œuvre de l'arrêté ministériel PFAS lié à l'inspection du 29 mars 2024, la sobriété hydrique, les rejets en COV et le suivi des TAR.

Le site a bien réalisé les campagnes complémentaires de mesures des PFAS dans ses rejets avec analyse des eaux de forage qui alimentent le site.

La consommation en eau 2024 était supérieure à la limite fixée par l'arrêté préfectoral du site de 1.4 m3 d'eau par million de barquettes extrudées, expliquée par le dysfonctionnement du clapet de la pompe dans le bassin incendie n°2 qui a nécessité la vidange et le remplissage de celui-ci. L'exploitant devra rester vigilant sur sa consommation d'eau en 2025 et suivre son ratio de référence en déduisant le volume lié à la maintenance préventive programmée sur le bassin n°1. L'exploitant doit veiller à réaliser ses opérations de maintenance programmées en dehors des périodes de sécheresse.

En ce qui concerne les rejets en COV, l'exploitant a transmis son étude technique d'identification des rejets diffus et des possibilités de captation en vu de l'instruction des services de l'inspection et qui va notamment permettre d'actualiser son PGS.

Enfin, concernant les points vérifiés pour les TAR (entretien annuel, procédure) aucune non conformité n'a été relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des résultats GIDAF (PFAS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Suite à la visite d'inspection du 29 mars 2024 et la présence de PFAS relevée lors des 3 campagnes d'analyses, l'exploitant a décidé de mener une nouvelle campagne de mesures sur les rejets en incluant le forage afin de vérifier la présence ou non de PFAS dans l'eau prélevée. L'exploitant a fait réaliser une nouvelle campagne en juillet 2024 qui a été déclarée sur GIDAF, comprenant une analyse du forage en amont de l'établissement ainsi que les rejet TAR et les eaux de nettoyage des densificatrices. Sur les résultats du forage seul le PFHxA est quantifié à 0.022 µg/L . En revanche sur les rejets de l'installation, un certain nombre de pFAS sont quantifiés pour une somme des 20 pFAS de 0.456 µg/L sur la campagne de juillet 2024 (même jour que les prélèvements sur le forage). Lors de l'inspection l'exploitant a présenté des échanges avec le prestataire chargé du traitement des TAR : <ul style="list-style-type: none">- le prestataire a fourni une "attestation de non utilisation de pFAS" dans ses formulations en date du 20 juillet 2023,- l'exploitant a demandé le 24 septembre 2024 une actualisation des FDS afin de vérifier la présence éventuelle de PFAS,

- l'exploitant a pris contact avec ses fournisseurs de matière premières et consommables en contact avec des denrées alimentaires. La présence de PFAS à des concentrations supérieures à 0,1 µg/L dans les produits en contact avec les denrées alimentaires est interdite.
- l'exploitant a présenté une des attestations de fournisseur qui précise qu'aucun PFAS n'est ajouté intentionnellement dans leur produit. En revanche la présence de PFAS en dessous de 0.1 µg/L n'est pas vérifiée ce qui ne garantit pas une absence totale de pFAS.

L'exploitant déclare que si des PFAS sont présents dans ces produits, même en très faibles quantités, ils pourraient progressivement s'accumuler dans les circuits fermés des densificatrices, atteignant ainsi des concentrations détectables.

L'inspection constate que l'exploitant est dans une démarche de recherche des sources possibles et il est invité à poursuivre ses investigations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des prélèvements en eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau. **En particulier, le ratio de référence est limité à 1,4 m³ d'eau par tonne extrudée en moyenne sur l'année.** Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. L'exploitant anticipe et programme les opérations les plus consommatrices d'eaux afin de les réaliser, lorsque cela est possible, en dehors des périodes identifiées comme sensibles au regard de la ressource en eau disponible. En particulier, les opérations de nettoyage ou de remplissage d'équipements prévisibles sont réalisées en amont de la période estivale.

Constats :

L'exploitant a présenté le bilan de ses consommations pour l'année 2024 avec notamment:

- 6237 m³ pour le forage
- 1596 m³ pour l'eau de ville

Le ratio d'eau par tonne extrudée est de 1.70 m³, soit 0.3 m³ de plus que le ratio réglementé dans l'article visé ci-dessus.

Selon l'exploitant, cet écart s'explique par le dysfonctionnement du clapet de la pompe dans le bassin incendie n°2 . Pour remplacer le système l'exploitant a du vider le bassin puis le remplir à nouveau.

L'exploitant signale qu'une opération préventive sur la pompe du bassin n°1 (pour changer le clapet de cette pompe) est programmée pour avril 2025 et que pour intervenir sur la pompe il sera nécessaire de vider ce bassin et le remplir comme pour le bassin n°2. Il est donc attendu que

<p>l'exploitant fournisse le justificatif de remplacement de cette pompe.</p> <p>L'exploitant déclare enfin que 70% de la consommation d'eau est destinée aux TAR et que celle-ci n'est donc pas liée à la production.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant reste vigilant sur sa consommation d'eau pour l'année 2025. Afin de s'assurer du respect du ratio de référence de 1.4 m3 d'eau par tonne extrudée, il déduit les 300 m3 liés à la maintenance programmée de la pompe du bassin n°1. Enfin il veille à ce que les opérations de maintenance programmées soient réalisées en dehors des périodes de sécheresse.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : COV – Prescriptions complémentaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait procéder, tous les 3 ans et à ses frais, à une campagne de mesure des composés organiques volatils dans l'air ambiant au niveau des zones ou locaux occupés par des tiers les plus proches de son site industriel. Une mesure en dehors de l'influence du site est réalisée dans le même temps afin de définir le bruit de fond habituel dans cette zone. La vitesse et la direction du vent au moment des mesures sont précisés dans le rapport présentant les résultats. Ces campagnes de mesures sont réalisées suivant les préconisations du guide INERIS référencé DRC-16-158882-12366A. Les résultats de ces campagnes de mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière campagne de mesure s'est déroulée le 12 avril 2022.</p> <p>L'exploitant a présenté le devis signé en date du 21 janvier 2025 avec BUREAU VERITAS pour la réalisation de mesure de la qualité de l'air ambiant extérieur ainsi qu'un mail de prise de rendez-vous pour intervention le 20 mars 2025.</p> <p>L'exploitant transmettra au service de l'inspection les résultats de cette campagne lorsqu'ils seront disponibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : COV – Emissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral nO17_113N susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions techniquement et économiquement acceptables pour limiter les émissions diffuses de composés organiques volatils. Les émissions diffuses de composés organiques volatils représentent au maximum 80% des émissions totales du site. 3/5 La captation des émissions de COV au niveau des pompes à vide des lignes d'extrusion G5 et G6 et des mandrins des lignes d'extrusions G7, G9 et G3 est réalisée dans un délai de dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, une étude technique d'amélioration de la captation des COV émis de façon diffuse sur le site par les installations, accompagnée d'un plan d'actions avec un échéancier motivé permettant de diminuer les émissions diffuses. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 29 mars 2024 l'exploitant a transmis le bon de commande de la prestation relative à l'étude de l'amélioration de la captation des COV.</p> <p>Dans le cadre de cette nouvelle inspection, l'exploitant a présenté le rapport de ladite étude en date du 4 février 2025, il l'a également transmis par mail le 4 mars 2025 en vue d'une instruction par les services de l'inspection.</p> <p>Dans le cadre du PGS, L'étude permet d'actualiser les niveaux de concentration de butane émis de façon diffuse et canalisée sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : COV – Emissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2020, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des émissions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants mentionnant, notamment, les entrées et les sorties de solvants de l'installation. L'exploitant transmet tous les ans, à l'inspection des installations classées, le plan de gestion des solvants et l'informe des actions menées visant à réduire les émissions de COV et les consommations de solvants. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet chaque année son PGS avant le 31 mars de l'année en cours.</p> <p>A date de l'inspection, le PGS n'est pas encore finalisé. L'exploitant l'explique par la réception de</p>

la nouvelle étude technique le 4 février 2025 qui actualise la méthodologie de calcul des émissions canalisées et diffuses de butane.
Lors de l'inspection du 29 mars 2024, il a été constaté que des protections visant à limiter les rejets diffus au niveau d'une des densificatrices étaient endommagées. Le remplacement de ces protections a été constaté lors de la visite terrain.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : TAR - Nettoyage préventif de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.c
Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage préventif de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté différents rapports d'entretien pour l'année 2024 qui sont consignés dans son fichier de suivi, conformément à la réglementation citée en référence. L'intervention annuelle de nettoyage s'est déroulée durant la semaine du 12 août 2024 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - 09/08/2024 ; désinfection de la TAR et mise à l'arrêt, - 12/08/2024 : nettoyage et désinfection en vu du redémarrage, - 20/08/2024 : contrôle par EUROFINs pour le redémarrage : le rapport daté du 29 août 2024 a été consulté. <p>L'inspection des installations classées ne formule pas de remarque particulière sur cette intervention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : TAR - Suivi de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7-IV.2
Thème(s) : Risques chroniques, Carnet de suivi
Prescription contrôlée :

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
- les modifications apportées aux installations. Sont annexés au carnet de suivi :
- le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;
- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;
- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ;
- le plan de formation ;
- les rapports d'incident et de vérification ;
- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;
- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en *Legionella pneumophila* et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ;
- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5.

Le carnet de suivi est propriété de l'installation.

Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification.

Constats :

Sur les 2 tours aéroréfrigérantes existantes, la tour Baltimore n°2 est la seule en fonctionnement.

L'exploitant a présenté son fichier dématérialisé reprenant tous les éléments demandés par le carnet de suivi. Par sondage, la présence des interventions suivantes a été vérifiée:

- actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ; les opérations annuelles de nettoyage pour l'année 2024 sont détaillées dans le point de contrôle précédent.
- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ; la

procédure de désinfection curative mise à jour le 27/04/2021 par la société ODYSSE a été consultée.

L'entretien des TAR est réalisé par un prestataire externe, ODYSSEE ENVIRONNEMENT, qui intervient mensuellement pour les analyses et l'entretien. Ces actions sont intégrées dans des rapports mensuels envoyé à l'exploitant qu'il compile dans son fichier.

Le rapport mensuel du 04/12/2024 qui reprend également le bilan annuel pour 2024 a été consulté ainsi que le rapport de janvier 2025.

Les résultats des analyses sont transmis mensuellement via l'outil GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite